

«La France c'est zéro, wallah!»

Face à l'ignorance des autorités, la peur, et même la faim, certains Tunisiens, arrivés en France après la révolution de janvier, préféreraient retourner dans leur pays.

Par **WILLY LE DEVIN**

La France les a tués. Assis dans les modestes locaux parisiens de France terre d'asile, Omar, Salim, Mansour, Walid, Lazhar et Mohamed confient leur désenchantement face à une nation qu'ils croyaient «fraternelle». Epuisés par la vie dans la rue, minés par la faim, meurtris par l'abandon et «l'égoïsme» des autorités, plusieurs d'entre eux souhaitent rentrer dans cette Tunisie qu'ils qualifient «d'inhumaine», et qu'ils ont fuie, il y a quelques mois, au péril de leur vie. Mais beaucoup ne réussissent pas à obtenir de l'Office français de l'immigration et de l'intégration les 2000 euros d'aide au retour volontaire auxquels ils peuvent prétendre (lire page suivante).

«La France doit endosser le rôle du grand frère qui protège. Ce serait s'honorer que de nous accueillir à bras ouverts. Au lieu de ça, on nous traite comme des animaux.»

Mohamed coiffeur tunisien émigré à Paris

En France, Omar, 27 ans, les yeux clairs de lune, venait chercher «la tranquillité». Celle du pays des droits de l'homme, «qui assure la justice entre les citoyens. Ici, quoi qu'il se passe, un ministre est l'égal d'une personne lambda. Ils ne s'en mettent pas plein les poches en jouissant de privilèges». On lui explique qu'entre la théorie et la pratique, même en France, il y a parfois un monde d'écart : les cigares de Christian Blanc, l'avion privé d'Alain Joyandet, les vacances de Michèle Alliot-Marie... La chambrée écoute, interloquée. «Vous n'êtes pas mal aussi, en France!» s'esclaffe Salim, 27 ans, commerçant. Gouailleur, le sourire malicieux en dépit des circonstances, il explique : «En Tunisie, les gens ne s'imaginent pas une seconde que de telles choses puissent se passer dans un pays aussi prospère que la France. A la télé, on voit toujours des images de gens bien habillés, avec des belles maisons, des belles voitures. Ça donne vraiment envie.»

«MINABLES». Mansour, cheveu frisottant, joues creuses et nez aquilin, renchérit : «Lorsque l'on voit le niveau de vie des Tunisiens de France, on se dit que chez vous, il y a un moyen de réussir et de gagner de l'argent. Ils se font construire des maisons au pays et rentrent l'été pour faire la fête. Ils ont tout. Alors, on se dit : «Pourquoi pas nous ?» Il était boulanger dans un village proche de la frontière avec la

Libye. Une région très représentée chez les migrants, car ignorée par le pouvoir central. L'ignorance justement, ils la côtoient tous les jours. Et à les écouter, elle représente l'épreuve la plus impitoyable car elle attaque le cœur autant que l'estomac. Pour manger, ils en sont réduits à pousser la porte des associations et des restaurants algériens et marocains de Paris. «Ce sont les seuls à nous offrir à manger gratuitement. Ils sont solidaires car, pour eux, notre combat a une résonance historique. Certes, le contexte n'était pas le même, mais les Algériens aussi ont dû lutter pour obtenir leur liberté. Ils savent les sacrifices que ça implique», déclame Omar. Salim, facétieux, ajoute : «Nous, c'est Maghreb United ! On se serre les coudes quoi qu'il arrive. Bon, sauf les soirs de matchs qualificatifs à la Coupe d'Afrique des nations...»

Walid, jusqu'ici silencieux, en a gros sur la patate. Il s'empêche face à ce qu'il appelle «l'arrogance des Français». «Dans la rue, dans le métro, tout le monde nous toise. On nous regarde comme si on était des minables. Mais

on n'est pas partis de Tunisie parce qu'on était des criminels. On aimerait juste pouvoir vivre dignement. Mais visiblement, c'est trop demander.» Omar abonde dans son sens : «Dans les transports, les gens s'écartent comme si on allait les voler. Mais on n'a pas cette éducation ! Même affamés, on ne piquera pas un téléphone portable. En revanche, quand les touristes français viennent en Tunisie, on les accueille comme des rois. On essaye d'avoir au maximum le sens de l'hospitalité car, quoi qu'on en dise, les deux pays sont liés.» L'histoire repointe le bout de son nez. Mohamed, coiffeur : «Demandez-vous pourquoi nous avons choisi la France et non la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou l'Espagne ? Tout simplement parce que nous avons une langue et un passé communs. Aujourd'hui, c'est comme si la France n'assumait pas la proximité qu'elle a créée lors de la colonisation. En Tunisie, dès l'âge de huit ans, on apprend le français à l'école. Nos téléphones portables, nos ordinateurs sont automatiquement configurés en français. La France, c'est une évidence. Elle doit endosser le rôle du grand frère qui protège. Ce serait s'honorer que de nous accueillir à bras ouverts. Au lieu de ça, on nous traite comme des animaux.»

La métaphore pousse Mansour à raconter sa journée de lundi. Il est dans les transports vers 10 heures lorsque la police l'appréhende pour un contrôle d'identité. En situation ir-

régulière, il est placé en garde à vue au commissariat de La Villette. Pour lui, l'évidence veut que les forces de l'ordre le conduisent en centre de rétention administrative. Mais, à sa grande surprise, il est libéré vers 16 h 30. «Un policier m'a dit : «Allez, dégage. Tu as de la chance aujourd'hui, on n'a pas envie de se faire chier avec des procédures.» Ça m'a choqué qu'il me parle de cette façon.»

«VAGUE». Le taciturne Lazhar, journaliste, a fui son pays par dégoût d'une censure perpétuellement exercée. De la France, il perçoit «un fossé abyssal entre la réalité et les principes fondateurs» qu'il a pu tirer des écrits de Rousseau et Victor Hugo. «L'accueil de l'autre,

la solidarité, c'est ce que la France a longtemps symbolisé aux yeux du monde. Mais votre gouvernement dilapide cette image lumineuse pour quelques centaines de migrants comme nous qui ne demandent qu'à s'intégrer. En ce moment, la Tunisie absorbe une vague de réfugiés sans précédent venue de Libye. Ils sont 480 000 à venir chercher la sécurité chez nous. Et on ne les renvoie pas chez eux comme des malpropres.» Les associations estiment à 6 000 le nombre de migrants tunisiens en France. 550 se seraient installés à Paris. «Une broutille pour une nation de plus de 60 millions d'habitants», assène Omar. Qui confie, lapidaire : «Dès que j'en ai l'occasion, je rentre chez moi parce que la France, c'est zéro. Wallah zéro.»

Au lieu des 2000 euros auxquels ils ont droit, l'Office français de l'immigration, «sur la foi d'une note interne», ne leur octroie que 300 euros.

L'imposture de l'aide au retour volontaire

Les associations de défense des migrants s'inquiètent de ce qui pourrait bien devenir «une jurisprudence Tunisiens». Car jamais la politique d'accueil des étrangers en France n'avait été aussi restrictive. Pierre Henry, directeur général de France terre d'asile, évoque «l'avènement d'un néoconservatisme à la française, destiné à séduire, à un an de la présidentielle, un certain électorat assez bas de plafond».

Pécule. Outre l'extrême précarité dans laquelle sont laissés de nombreux ressortissants tunisiens, ce sont les nouvelles directives prises par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) qui suscitent cette indignation. La loi française prévoit, pour chaque migrant en situation irrégulière et présent depuis au moins trois mois sur le territoire français, «une aide au retour volontaire» fixée à 2000 euros. De nombreux Tunisiens en souffrance ont donc engagé des démarches auprès de l'Ofii pour obtenir ce pécule, destiné à leur rembourser

l'argent emprunté pour traverser la Méditerranée ainsi que leur billet retour.

Problème : l'Ofii, «sur la foi d'une note interne», ne leur octroie qu'une aide de 300 euros. Celle-ci correspond à «l'aide humanitaire», pourtant inapplicable au statut des migrants tunisiens, puisqu'elle demeure circonscrite à trois cas de figure précis. D'abord, les étrangers ayant la nationalité d'un Etat membre de l'UE, séjournant en France depuis au moins trois mois et en situation de dénuement (c'est le cas des Roms). Ensuite, les étrangers ayant la nationalité d'un Etat tiers à l'UE (qui a des accords avec l'UE ; la Tunisie n'en fait pas partie). Enfin, les étrangers frappés d'une interdiction judiciaire du territoire français non exécutée. Ces trois dispositions ne concernent en rien les Tunisiens.

Contacté, l'Ofii s'est refusé à répondre à nos questions. Toutefois, l'administration publique a fait savoir par une lettre envoyée aux associations «qu'elle appliquait les différentes instructions qu'elle

reçoit de son ministère de tutelle», celui de l'Intérieur.

«Gâchis». La raison de ce glissement juridique réside vraisemblablement dans le budget chancelant de l'Ofii. Sans moyens supplémentaires, il se peut que l'administration ne puisse pas financer les demandes tunisiennes. Un argument qui n'émeut pas Pierre Henry : «L'Etat s'est doté d'une législation draconienne. Qu'il l'applique ! Nous étudions la possibilité de porter l'affaire devant le tribunal administratif.»

Pour Karima Berkouki, présidente de l'association Ensemble contre l'oubli, «tout cela représente un énorme gâchis tant humain que financier». Un accord migratoire signé en 2008 entre la France et la Tunisie prévoit, notamment dans le cadre de la formation professionnelle, l'accueil légal de 9 000 Tunisiens par an. En 2010, il n'a profité qu'à 2 000 personnes. Il reste donc 7 000 places disponibles. Soit un peu plus que le nombre de migrants tunisiens actuellement en situation irrégulière.

W.L.D.

REPÈRES

On estime à 23 000 le nombre de Tunisiens arrivés à Lampedusa (Italie) depuis début 2011. Parmi eux, 5 000 à 7 000 seraient entrés en France et 550 seraient implantés à Paris. 5 000 désiraient bénéficier de l'aide au retour volontaire pour regagner la Tunisie, selon France terre d'asile.

14 000

C'est le nombre de retours organisés par l'Office français de l'immigration et de l'intégration en 2010, pour une somme de 21,8 millions d'euros.

«Le détricotage du système d'accueil à la française s'accélère. Les dernières digues sont en train de sauter.»

Pierre Henry directeur de France terre d'asile

480 000

C'est le nombre de personnes ayant fui la Libye pour le Niger, l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie, selon l'Organisation internationale des migrations.

«Ni l'Italie ni la France n'ont vocation à accueillir les Tunisiens. Toutefois, les retours se feront dans la dignité.»

Claude Guéant ministre de l'Intérieur